

Conclusion provisoire du 2^{ème} Forum des ONG Montagne-IGA, 30 avril 2010

Hervé Gumuchian, Professeur émérite de l'Université Joseph Fourier, Institut de Géographie Alpine

Quelques remarques transversales en guise de conclusion provisoire.

Ces quelques lignes de conclusion à cette journée du 30 avril 2010, ne correspondent pas exactement à la demande formulée initialement par les organisateurs de ce séminaire : on ne saurait parler de synthèse mais plutôt de remarques transversales qui prétendent –modestement– rendre compte de ce qui a été dit (ou non dit) par les divers participants.

Il ne s'agit donc que de quelques idées re-formulées et qui mériteraient peut-être d'être creusées afin de se diriger encore un peu plus vers une véritable intelligence collective et territoriale.

Quatre points principaux peuvent être retenus : une exigence de définition, la nécessité de construire des objets univoques, la pérennité de la question de fond qui demeure des questions d'actualité, enfin quelques réflexions de prospective

1) Les définitions comme exigence

L'expression « ONG montagne »

Les uns et les autres ont mentionné les « ONG EN montagne » ou les « ONG DE montagne » ou encore comme le titre officiel de la journée le rappelle, les « ONG montagne ». Il y a là plus que des nuances formelles ; c'est toute la question récurrente de la spécificité « montagne » qui se trouve ainsi posée. Demeure-t-il oui ou non une telle spécificité « montagne » ? Pour ma part, je le crois et cela peut se démontrer au plan naturel et humain, tout ce type d'espace représente encore et toujours un réel laboratoire de la diversité et de l'innovation, mais un laboratoire placé sous contraintes fortes... Ce qui en fait l'originalité. Mais, depuis les années 80, au fil des décennies, cette idée s'est banalisée et a peu à peu perdu de sa dimension opérationnelle. Rien n'étant acquis définitivement, il y a un champ de réflexion et d'action pour les ONG.

Territoire et polysémie

Ce n'est pas le moment ni le lieu de re-commencer un discours théorique sur le concept de « territoire ». Encore est-il indispensable de se donner une définition claire de ce terme, au-delà de son acception administrative et politique. Certes, le territoire est une matérialité naturelle et sociale mais, dans le même temps il est symbolique et porteur de valeurs diversifiées. Espace rural, espace en voie d'urbanisation ou, tiers-espace (pour reprendre l'expression forgée par quelques universitaires) soumis à la périurbanisation et à la rurbanisation ?

Au-delà d'enjeux théoriques, parler de choses comparables en faisant référence au territoire, c'est se donner les moyens de mobiliser des acteurs de tous niveaux (comités de massifs, associatifs, conventions alpines...)

De la notion d'acteur à celle d'acteur territorialisé

Que le lecteur se rassure, il n'y aura ici pas de cours sur cette notion « d'acteur territorialisé ». Mais chacun ressentira qu'un acteur ancré sur un territoire peut avoir une capacité de mobilisation d'autant plus forte qu'il fait corps avec son territoire. Ce qui est aussi également posé, c'est la thématique de la compétence des acteurs, thématique d'autant plus exigeante à creuser qu'elle renvoie à la gestion des conflits d'usage. Et avec la question environnementale telle qu'elle se pose en 2010, en montagne, on se situe au cœur du sujet.

2) De la nécessité de construire des objets de travail (théories, méthodologies) univoques

► La nécessaire élaboration de grilles de lecture

Le sujet tel que soumis à discussion aujourd'hui impose de recourir à des grilles de lectures élaborées et reconnues par tous et ce dans un souci de comparabilité des résultats obtenus... Sans quoi, chaque acteur pourtant motivé aura la fâcheuse impression de re-commencer sans fin le même combat.

► La question des catégories

Cette élaboration de grilles de lecture de la réalité montagnarde, passe par la définition et le recours à des catégories pertinentes et donc adaptées à cette réalité. Les catégories binaires du genre « rural/urbain » ou « agriculteur/commerçant »... ou tout autre acabit ne collent plus à ce que vivent nombre de montagnards (ou de résidents en montagne !). L'exigence de construction de ces catégories est forte, sous peine de passer à côté de ce qui se déroule actuellement dans les espaces d'altitude en termes de travail, de loisir, d'activités variées.

► Pour une proposition

Grilles de lectures et nouvelles catégories pourraient être pensées au travers du triptyque « actions/représentations/comportements ». Ce schéma tridimensionnel, en retenant bien que chacun des trois pôles est en interaction permanente avec les deux autres, peut d'une part rendre compte de la complexité grandissante des situations, d'autre part essayer d'imaginer ce que seront les évolutions dans les prochaines années.

3) Questions de fonds et/ou questions d'actualité

► Les rôles respectifs des acteurs

Le poids grandissant pris par les ONG dans nos sociétés en 2010, quel que soit le domaine concerné [ici la montagne], soulève la question de l'articulation avec le pouvoir politique, au sens institutionnel de l'expression (rapports idéologiques, opérationnels, financiers...). Clarifier le rôle de chacun en le rendant le plus transparent possible. C'est se donner les moyens d'une plus grande efficacité et c'est, dans le même temps, fournir à chacun des leviers d'action plus pertinents. Le sujet est loin d'être aussi neutre qu'il n'y paraît ; c'est aussi de gouvernance que l'on parle en mentionnant ceci.

► Des temporalités différentielles en jeu

Les pas de temps qui accompagnent l'action sur le terrain ne sont pas de même amplitude selon que l'on considère l'acteur associatif ou l'acteur politique. Idem, souvent, entre des associations qui ont des buts à court, moyen, long terme. Idem également par rapport aux citoyens qui voudraient souvent qu'intentions et actions se superposent immédiatement dans le temps.

► Professionnalisation et militantisme

Encore un dualisme récurrent ! Mais auquel nul ne peut échapper. La compétence des acteurs a fortement évolué, dans un sens positif, au cours des dernières décennies ; il n'en restes pas moins vrai que l'acteur-militant vit souvent des situations ambivalentes : son engagement militant le conduit à prendre certaines positions alors que, dans le même temps, il sait pertinemment que la situation dénoncée... est plus nuancée que ce qu'il veut bien dire. Il souhaiterait, au fond de lui, demeurer militant tout en étant un professionnel efficace.

► Quid de la concertation ?

Tous les termes sont datés : ainsi, de biodiversité, DD, ou encore concertation, tous nés dans la décennie des années 80. Si le terme de concertation est largement usité, encore faut-il bien reconnaître qu'il y a loin de la coupe aux lèvres : le chemin à parcourir pour une réelle mise en œuvre de la concertation demeure long au quotidien, bien que pavé de bonnes intentions. De nouvelles modalités de mise en œuvre de la concertation, à tous les niveaux, sont à imaginer ; concertation et participation demeurent largement à inventer.

4) Vers quoi va-t-on ?

Il ne s'agit là que de quelques pistes prospectives telles qu'elles ont été évoquées, à un moment ou à un autre, au gré des interventions des participants à la journée. Quatre questions émergent.

► Territoire et mise en réseau

La revendication d'une identité territoriale ne signifie plus un repli sur soi, un enfermement, mais s'accompagne d'une volonté de mise en réseau de nombre de ses identité territoriales. C'est toute la question des échelles, de leur emboîtement qui se trouve ainsi posée ; c'est également la thématique de l'efficacité des actions et de leur éventuelle transférabilité à d'autres échelles.

► Vers des associations entrepreneuriales

Nombre d'associations aujourd'hui peuvent être envisagées comme des outils d'intervention sur le territoire, certaines inscrivant leurs actions dans les créneaux libérés par le désengagement progressif de l'Etat sur certains champs spécifiques. Qu'en penser ? Comment imaginer des modalités d'actions originales, novatrices et porteuses de sens ? Le champ du développement est dynamique, mouvant et se prête bien à de tels types d'intervention. Faut-il pour autant oublier l'Etat et ses relais ? Faut-il lui imaginer un nouveau statut dans les processus de développement en montagne ?

► Du naturel et du patrimoine

Sur ces deux domaines, les interventions diverses des associations doivent s'assurer qu'elles créent effectivement du lien social via la gestion de la proximité d'une part et via la gestion et la mise en réseau d'autre part. Et ce, dans la mesure du possible à l'échelle du massif considéré (Alpes, Pyrénées) mais également avec le souci de mettre en œuvre de façon systématique des comparaisons entre massifs !

► Contre l'émiettement des ONG

La prolifération d'associations du local au supranational est un gage de vitalité mais aussi de peu de visibilité. Contre cet émiettement, l'impératif est fort de travailler ensemble sans que pour autant chacun ne renonce à son propre objet. La mobilisation peut s'effectuer « sur des coups » qui rendent possible la mobilisation des médias ; mais avoir une force de proposition – et pas seulement de contestation – suppose d'aller au-delà de l'aspect « coup médiatisé ». Choisir une échelle d'action, co-construire un projet spécifique entre ONG : telles sont les pistes à privilégier.

Conclusion : Et pour demain ?

Ces quelques remarques ne supporteraient guère une conclusion en bonne et due forme. Mon sentiment personnel après avoir écouté attentivement l'ensemble des interventions et des débats, est que la fin des associations et des ONG en montagne n'est pas pour demain. Les chantiers, à peine refermés, vont se rouvrir les uns après les autres. Militants, professionnels, et professionnels militants ont encore du pain sur la planche. Dans l'Arc Alpin, dans les Pyrénées... et ailleurs.